



Quand l'IFRAP tire sur l'ambulance Oséo

Le 5 mars 2012, Bernard Zimmern et Emmanuel Sala publiaient un article “**ANVAR-Oséo : quels vrais résultats**” (lien disparu depuis) au vitriol sur les résultats de l'organisme public qui finance l'amont de l'innovation et des startups. L'IFRAP est une association indépendante bien connue pour sa traque des gabegies dans les dépenses publiques.

L'article essaye de faire le point de l'efficacité de l'ANVAR, devenue Oséo Innovation en 2005, en analysant les données publiques sur le sujet. Il s'appuie notamment sur le tableau de bord du Concours National de la Création d'Entreprises Innovantes. Il évoque les piètres résultats concernant les sociétés lauréates du concours de 2004, avec 34 entreprises disparues, 52 qui ne publient pas leurs comptes, 20 qui n'ont jamais été créées et seulement 66 créées, mais générant des pertes comptables cumulées de 27 m€. Un bilan pas bien glorieux ! Le tout est assorti d'une évaluation du coût des emplois créés à 42K€ par emploi, à comparer à une moyenne nationale qui serait située aux alentours de 10K€ à 20K€.



Par extrapolation des données du Concours National, l'IFRAP calcule que Oséo serait à même de ne combler qu'une faible part de notre déficit en création d'emplois industriels, de l'ordre de 5% dans le meilleur des cas. Et de comparer au passage tout ceci avec le rendement annuel de 25% que génèreraient les Business Angels et sociétés de capital-risque américaines.

En filigrane, l'IFRAP juge dangereuses les politiques publiques consistant à s'appuyer sur des administrations et autres EPIC pour financer l'innovation. Elle s'inquiète du rôle miracle attendu de ces organismes par les politiques, que ce soit du côté de Nicolas Sarkozy ou de François Hollande. Qu'il s'agisse de la Banque d'Investissement de l'Industrie, une branche d'Oséo créée à la va-vite par le premier, ou de la Banque Publique d'Investissement qui serait créée par le second, par **fusion des activités d'Oséo et de la CDC** pour satisfaire

aux besoins de la symbolique du politique. L'idée sous-jacente étant de réduire le nombre d'interlocuteurs pour les entrepreneurs. Avec un risque : si vous ne plaisez pas à celui-ci, les recours seront plus difficiles ! Même si le camp de François Hollande ambitionne de régionaliser au maximum les activités de cette "BPI".

Pour ce qui est du papier de l'IFRAP, il comprend quelques raccourcis ! Sans défendre Oséo que l'on peut critiquer sur plein d'aspects opérationnels, il me semble utile de remettre un peu les choses à leur place :

- Les aides du Concours National de la Création d'Entreprise Innovantes interviennent très en amont de la chaîne alimentaire de l'innovation. C'est le stade de l'incubation des projets, celui qui présente le plus de risques. Cela explique pourquoi l'intervention de la puissance publique peut être justifiée et pourquoi le bilan n'est pas forcément très glorieux. Mais le bilan de l'aval de cette chaîne de valeur n'est pas bien glorieux non plus : le rendement financier du capital risque français est proche de zéro depuis l'an 2000. C'est l'ensemble de l'écosystème de l'innovation français – et dans une large mesure européen – qui est défaillant. Pour un tas de raisons, l'une d'entre elles étant la fragmentation de nos marchés d'origine alors que nos compères américains bénéficient d'un marché intérieur à la fois plus homogène et aussi plus dynamique et perméable aux innovations, même en temps de crise.
- Les aides en question sont depuis pas mal de temps conditionnées par l'apport de fonds propres équivalents par les fondateurs, fonds propres qui viennent en général de business angels voire de prêts d'honneur. Cela veut donc dire que les critères de sélection du Concours sont combinés aux critères de sélection d'investisseurs privés qui sont censés être plus près du marché et de contraintes business. C'est d'ailleurs le principe des prêts et avances remboursables d'Oséo en général, tout comme du financement en direct des startups par le FSN du Plan d'Investissements d'Avenir. Donc, tout l'écosystème du financement est impliqué dans la sélection des projets et pas seulement la puissance publique.
- La raison d'être de l'intervention publique dans le financement de l'innovation est bien connue : faire face à une déficience du marché et à l'insuffisance des investissements privés. Et ceci, malgré les nombreuses incitations fiscales (fiscalité favorable à l'entrée – TEPA-ISF – et à la sortie) qui orientent l'épargne vers les startups. Le problème de fond est que cette épargne n'est pas naturellement rentable. La fiscalité côté investisseurs a pour but d'en améliorer la rentabilité financière apparente. De nombreux autres dispositifs publics visent à améliorer de manière indirecte la rentabilité de ces investissements : dans l'enseignement supérieur, dans les liens labos-PME-grandes entreprises, dans le financement de la valorisation industrielle des travaux de recherche, dans les aides à l'export ainsi que dans la protection de la propriété industrielle. C'est probablement là qu'il faudrait porter plus d'efforts car nous serons sinon éternellement condamnés à alimenter le tonneau des Danaïdes des aides publiques. Seuls les succès à grande échelle peuvent réduire le besoin de financements publics. Ces derniers sont alimentés par le nombre insuffisant de grands succès. Le fameux problème du manque d'ETI en France. On dit souvent qu'il est lié au manque de financement en capital développement avec des tickets supérieurs à 10 m€. Mais c'est peut-être aussi lié à la nature des projets portés par les startups.
- La comparaison avec les business angels et VC américains n'a aucun sens. Tout d'abord, ils interviennent en moyenne plus en aval du risque que le Concours National qui servait de référence dans l'article de l'IFRAP. Ensuite, ils bénéficient d'un marché intérieur et d'un écosystème bien plus dynamiques que le nôtre. Une comparaison judicieuse serait à faire avec d'autres systèmes de financement publics de startups et en Europe. Il faudrait plutôt comparer notre concours avec les dotations budgétaires de la National Science Foundation américaine, qui alimentent les laboratoires de recherche des universités publiques et privées travaillant souvent en partenariat avec des entreprises.

- La comparaison des emplois générés par les entreprises aidées par Oséo et les emplois qu'il manque dans les filières industrielles est aussi limite. En effet, les emplois qui manquent concernent les entreprises de toutes tailles, des TPE aux ETI (Entreprises de Taille Intermédiaires) quand il ne s'agit pas non plus des grandes entreprises. Par ailleurs, l'article de l'IFRAP fait l'amalgame entre les aides (dans le Concours National) et l'activité d'Oséo estimée à 500 m€ alors que seulement 273 m€ d'aides et subventions ont été distribuées par Oséo en 2010 dans le cadre des aides directes Oséo Innovation, des aides aux entreprises des pôles de compétitivité et du reliquat du programme d'Innovation Stratégique Industrielle lancé sous Chirac en 2005. Le reste (378 m€) relevait de prêts et avances remboursables. Le coût d'un emploi ne se calcule donc pas de la même manière selon qu'il s'agit d'aides ou de prêts. De même qu'il est difficile de comparer des emplois aidés qui sont au niveau du SMIC avec des emplois aidés qui touchent des personnels plus qualifiés. Enfin, les interventions d'Oséo dans les PME dépassent de loin le périmètre de sa branche innovation, sans compter la garantie Oséo qui joue un effet de levier sur les prêts bancaires.

Il faut aussi noter que l'IFRAP utilise des données anciennes : un rapport de l'ANVAR datant de 2002 et les données sur la promotion 2004 du Concours National qui a quelque peu évolué depuis, tout comme l'écosystème des startups en France.

On pourrait ainsi se poser la question de l'accompagnement des chercheurs créateurs d'entreprises qui est un peu l'objet du Concours National de la Création d'Entreprises Innovantes. Oséo n'est qu'un outil de financement de ces projets. Il est complété de tout un tas de dispositifs d'accompagnement pour les créateurs d'entreprises : mentoring, coaching, formation, services, consolidation des équipes. C'est ce que fait par exemple **IT-Translation**, une filiale de l'INRIA. C'est ce que feront les **Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT)** financées par le Plan d'Investissement d'Avenir et financées via l'ANR.

Bien entendu, il y a fort à dire sur Oséo. J'avais moi-même évoqué **certains écarts** en février 2009 puis rendu compte d'un **entretien avec son président** en octobre de la même année.

L'institution a connu une dérive dans la bancarisation profonde de son activité. Avec un paradoxe : elle compense les déficiences du système bancaire privé qui ne finance pas assez bien les PME – notamment à risque – mais en a adopté une grande partie du mode de fonctionnement, averse au risque. Par ailleurs, l'Etat a eu tendance à réduire les aides et prêts génériques de la branche innovation d'Oséo au profit de projets dits collaboratifs que l'on va retrouver dans les pôles de compétitivité ou dans le cadre du Plan d'Investissement d'Avenir. Et plus les projets sont collaboratifs, plus ils sont compliqués à monter, plus le clientélisme rode, celui des grandes entreprises en particulier, et plus les projets s'éloignent des besoins réels des marchés. Ce système est rarement dénoncé par les politiques, et pour cause, car il alimente le clientélisme régional !

Pour ce qui est des candidats à la présidentielle, l'IFRAP fait cependant bien de s'inquiéter. J'évoque ce sujet dans le **second article** de ma série sur les clivages de la présidentielle dans le numérique. Les Banques d'Investissement qui sont censées résoudre les problèmes de l'investissement dans les PME sont peu de chagrin et témoignent d'un manque de vision sur les déficiences de notre écosystème d'innovation.

Un écosystème d'innovation relève d'une alchimie complexe qui ne tient pas dans la minute qu'ont les candidats pour répondre aux questions dans les débats télévisés et encore moins dans les 140 caractères d'un message sur Twitter. Nous avons pas mal des ingrédients sous la main, notamment l'envie d'entreprendre des jeunes, une certaine créativité, le niveau scientifique du pays, d'assez bonnes infrastructures et des pôles d'enseignement supérieur et de recherche de bon niveau. Il reste à faire plein de progrès dans tout un tas de dimensions : dans l'ambition des projets, dans l'enseignement supérieur, dans les relations grandes entreprises et PME, dans le rôle de client de l'Etat, dans la transdisciplinarité de l'innovation (technologie + design +

business), dans l'orientation vers l'international, dans la qualité, etc. Ceci sans compter les demandes habituelles des entrepreneurs pour une législation et une fiscalité moins complexes et un droit du travail plus flexible.

Oui, le financement est un problème, oui il en manque dans certaines étapes de la vie de nos startups, oui les établissements du secteur public qui comblent les trous de gruyère du financement ne sont pas parfait ! Mais la France a tout de même su créer des Dassault Systèmes, des Business Objects, des Meetic ou des Criteo. Il est donc possible de créer des ETI, notamment dans le numérique !

Mais attention, le financement est indispensable mais sans tout le reste, il ne sert à rien ! C'est comme pour le budget de la recherche publique et privée : on ne serait pas forcément plus avancés si on en doublait la part dans le PIB. On a déjà du mal à valoriser ce qui existe. On n'arriverait pas forcément à en valoriser le double ! C'est l'aval de la chaîne de valeur de l'écosystème de l'innovation qui doit s'améliorer en France, pas l'amont !

Cet article a été publié le 19 mars 2012 et édité en PDF le 23 décembre 2021.
(cc) Olivier Ezratty – “Opinions Libres” – <https://www.oezratty.net>